



BIENVENUE À LA COP 22, ICI ON BROIE LES GENS



Par Salah Lemaizi et Lucile Daumas,
membres d'Attac Maroc

C'est dans un pays en ébullition que le Maroc aura accueilli, du 8 au 18 novembre, la 22^{ème} session de la Conférence des parties sur le changement climatique. On n'attend pas de grandes décisions de cette COP qui a travaillé surtout sur la mise en œuvre des décisions de la COP21 de Paris. Elle aura également été une bonne occasion pour les multinationales avides de faire des affaires avec cette nouvelle poule aux œufs d'or que sont les secteurs énergétique et agricole, badigeonnés de vert pour l'occasion, même s'ils ne sont pas forcément renouvelables ni durables, loin de là. En tout état de cause, le choix du Maroc pour accueillir une 2^{ème} fois la Conférence des parties est une illustration de la confiance dont il jouit de la part des grandes puissances et des instances internationales.

Seulement voilà, le 28 octobre, un marchand de poisson est mort broyé dans une benne à ordures alors qu'il tentait de récupérer son poisson confisqué par la police. Cela a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Dimanche 30 octobre, des milliers de personnes sont descendues dans les rues d'une quarantaine de villes du pays pour clamer leur indignation, leur ras-le-bol de l'arbitraire, du non-droit et du mépris dans lequel sont tenues les populations.

Le Maroc, en effet, est gouverné par un régime autoritaire, les droits de l'Homme et les libertés fondamentales y sont régulièrement foulés aux pieds¹. Mais il est un bon élève des institutions financières internationales et un partenaire commercial important pour l'Union européenne avec qui a été signé en 1995 un accord de libre échange qui devrait être transformé en Accord de libre échange complet et approfondi (ALECA) si les négociations, pour le moment gelées, aboutissent. De par ces accords, le Maroc n'est pas seulement un marché pour les productions européennes, il devient l'arrière-cour des entreprises qui viennent y faire de la sous-traitance et du montage dans les zones franches mises à leur disposition ou bien encore de l'agriculture intensive pour l'exportation². Le Maroc est aussi sommé de servir de garde-frontière de l'Europe et de barrer la route à la migration, avec tous les drames que cela engendre.

Des élections sans élection³

La vie politique est réduite à de simples mascarades électorales, sans enjeux, et sans autre programme que celui dicté par la monarchie et les institutions internationales. Lors des élections législatives qui se sont tenues le 7 octobre 2016, deux partis, tous deux monarchistes et néolibéraux se sont arrogés la majeure partie des sièges : 125 pour le parti Justice et Développement (islamiste monarchiste), soit 32% des sièges de la Chambre des représentants; 102 sièges (27%) pour le parti Authenticité et Modernité (moderniste monarchiste) fortement appuyé par l'appareil d'Etat, les médias dominants et les milieux économiques⁴. Une fausse dualité à l'image de la monarchie elle-même, qui se présente à la fois comme moderniste et affairiste et comme défenseur des traditions et de la religion. Cette dualité permet surtout d'évacuer les questions de fond posées lors des grandes manifestations initiées le 20 février 2011 et qui se sont poursuivies avec régularité pendant plus de 6 mois⁵ : la souveraineté populaire, la distribution des richesses, la séparation entre le pouvoir et le monde des affaires... Ces élections ont également été marquées par l'érosion des grands partis traditionnels issus du mouvement national pour l'indépendance (Istiqlal, USFP) qui se sont, depuis longtemps, mis eux aussi dans le sillage de la monarchie. Cet unanimisme interne⁶, célébré dans les capitales européennes comme un signe de la stabilité du Maroc dans un monde arabe en ébullition, cache pourtant mal une situation sociale totalement dégradée⁷.

Une situation sociale dégradée

Le gouvernement sortant (2011-2016) s'est illustré par ses décisions anti-sociales. Se conformant à l'accord signé par le FMI dans le cadre d'un nouvel instrument de cette institution désigné par un savant euphémisme: Ligne de précaution et de liquidité (LPL)⁸. L'exécutif a consacré une grande partie de son travail à « rétablir les équilibres macro-économiques du pays », selon l'expression consacrée par la doxa néolibérale. Ce plan d'action s'est décliné en plusieurs mesures anti-sociales : gel des salaires,



¹ Cf : procès Maati Mounjib. Cf pêcheur d'al Hoceima. Cf manifestations de chômeurs ou d'enseignants stagiaires.

² Zone franche signifie exemption de taxes, suspension des différentes réglementations en vigueur dans le pays, main d'œuvre bon marché. Dans le cadre de l'agriculture pour l'exportation, il faut ajouter à ces ingrédients quoi il faut l'épuisement rapide des sols du fait de l'utilisation massive d'intrants et de la production intensive qui s'y fait, ainsi que l'assèchement des nappes phréatiques entraînant une désertification tout autour des zones irriguées.

³ Nous reprenons ici le titre d'un article sur les élections marocaines publié par Viento Sur. https://vientosur.info/IMG/article_PDF/Elecciones-sin-eleccin_a11774.pdf.

⁴ Pour une lecture critique de ces résultats, voir Maâti Monjib, Victoire record le parti islamiste marocain (en anglais), 27 octobre 2016: <http://carnegieendowment.org/sada/64968>

⁵ Cette variante marocaine des mouvements du printemps des peuples de 2011 a rassemblé de larges composantes de la société. Son action a couvert 103 villes avec des rassemblements hebdomadaires de 70 000 et 100 000 manifestants sous le slogan : « Liberté, dignité, justice sociale ».

⁶ Lors des dernières élections, seule la Fédération de la gauche démocratique a fait —relativement— exception.

⁷ Le Maroc continue à être dans le peloton de queue de l'indice du développement humain du PNUD, occupant la 126^{ème} place en 2015 (sur 188 pays).

⁸ Voir S. Lemaizi, Les échecs de la privatisation de la santé au Maroc, 29 octobre 2015, <http://attacmaroc.org/fr/2015/10/29/les-echecs-de-la-privatisation-de-la-sante-au-maroc/>

arrêt des subventions sur les hydrocarbures et une grande partie des produits de première nécessité, réforme régressive du régime de retraites, baisse conséquente des programmes d'investissement dans les secteurs sociaux, non remplacement des fonctionnaires retraités, etc. Les citoyens ont du mal à supporter le coût de telles mesures qui sont parvenues en outre à démanteler complètement des services publics déjà défaillants auparavant, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation: début novembre, la rentrée universitaire n'est toujours pas faite et les écoles et lycées fonctionnent à mi-régime, avec des classes sans professeurs dans de nombreuses matières, malgré des effectifs de 50, 60, 70 élèves par classe.

Les mobilisations sociales sont le reflet de ce travail de sape :

- La grève des étudiants en médecine, qui ont boycotté des cours pendant un trimestre pour protester contre la mise en place d'un service médical obligatoire de deux ans, mesure détournée pour ne pas recruter de nouveaux médecins. Alors que le Maroc connaît un déficit de 7000 médecins et 9000 infirmiers. La forte mobilisation des étudiants a obtenu le retrait de ce projet mais les futurs médecins demeurent soumis à la précarité des conditions de travail dans des hôpitaux publics délabrés .

- La grève des instituteurs en formation. En 2015, le gouvernement met un terme à l'embauche de stagiaires dans la fonction publique et réduit leurs bourses de moitié. Durant l'hiver et le printemps 2016, ces instituteurs boycottent leurs cours et battent le pavé pour revendiquer leurs droits. Le gouvernement répond avec violence mais cette répression entraîne une large solidarité et le gouvernement, isolé, doit reculer face à la pression populaire. Cependant la dégradation des conditions de travail dans l'enseignement a une nouvelle fois entraîné des départs massifs à la retraite — non remplacés pour la plupart et le niveau catastrophique de l'enseignement est aujourd'hui unanimement constaté.



- Dans les villes du Nord du Maroc, Tanger et Tétouan, la population s'est mobilisée massivement contre la hausse des factures d'eau et d'électricité. Ici comme ailleurs, les régies publiques de distribution ont été privatisées au profit de la multinationale Veolia, il y a de cela quatorze ans. Les tarifs ont grimpé et la qualité du service a baissé. De surcroît, l'Etat a supprimé la subvention au fuel industriel permettant la production de l'électricité, ce qui a entraîné de nouvelles hausses. Face à l'ampleur de la mobilisation⁹ déclenchée en octobre 2015, le roi a dépêché en catastrophe son chef de gouvernement et son ministre de l'intérieur pour éteindre la braise d'une mobilisation symptomatique de la tension sociale existante au Maroc.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue la mort dans des conditions scandaleuses et effroyables du marchand de poisson d'Al Hoceima, qui risque de mettre à nouveau le feu aux poudres¹⁰. Loin du discours triomphaliste ambiant sur la réduction de la pauvreté, la stabilité des chiffres du chômage ou la croissance économique, de larges pans de la société se voient toujours exclus de tout partage des richesses et la colère sociale qui couvait s'exprime à nouveau dans les rues, renouant spontanément avec les slogans des manifestations de 2011 : " Vive le peuple", " Liberté, dignité et justice sociale",...

⁹ Voir Souad G, Les lumières de Tanger : Un mois de lutte contre Amendis, 18 novembre 2015 <http://attacmaroc.org/fr/2015/11/19/les-lumieres-de-tanger-suite-4-un-mois-de-lutte-contre-amendis/>

¹⁰ www.huffpostmaghreb.com/2016/10/29/al-hoceima-suicide_n_12701936.html. <http://www.yabiladi.com/articles/details/48081/hoceima-marchand-voulant-sauver-marchandise.html>